

Genève, place forte du négoce de matières premières

DONNÉES De nouveaux chiffres permettent de se faire une idée plus précise de l'importance du commerce des ressources naturelles en Suisse. Le bout du Léman joue les premiers rôles, générant plus de la moitié de la valeur ajoutée du secteur

RICHARD ÉTIENNE

Le négoce des matières premières a généré l'an passé en Suisse une valeur ajoutée estimée à 19,2 milliards de francs, selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), dans un communiqué publié hier. Il en ressort sans surprise que ce sont les cantons de Genève et Zoug qui concentrent l'essentiel des activités du secteur. Il porte avant tout sur le commerce de pétrole, de combustibles, de minerais, de métaux et de denrées agricoles.

Les entreprises établies à Genève, comme Gunvor, Trafigura, Mercuria, Vitol, TotalEnergies ou IXM, ont généré pas moins de 58,4% de ces 19,2 milliards de francs. Soit 11,2 milliards de francs. La part des groupes zougais, comme Glencore, s'est élevée à 27%. Celles des cantons qui suivent – Vaud (6,5%), Tessin (3,6%) et

Zurich (2,3%) – sont largement moindres.

Ces chiffres sont publiés pour la première fois. Ils font suite à un mandat du Conseil fédéral, qui cherchait à fournir des données officielles sur la valeur ajoutée du négoce au sens strict, dit «noyau», c'est-à-dire les entreprises dont l'activité principale est axée sur le négoce de matières premières.

Forte volatilité

En 2024, la richesse brute créée par ce secteur a représenté 2,3% de la valeur ajoutée totale de la Suisse, ou, selon une terminologie plus répandue, du produit intérieur brut (PIB).

Cette statistique doit offrir «une base de référence solide, mais il faut garder à l'esprit que ce secteur est caractérisé par une forte volatilité liée aux aléas du commerce international et aux fluctuations des prix des matières premières», souligne l'OFS qui va désormais scruter davantage les négociants.

La faïtière Suissenégoce salue l'étude mais critique sa méthodologie qui suivrait une définition «trop restrictive» de ce «secteur stratégique». «Les autorités limitent leur analyse au seul

négoce international – achat et vente de produits bruts», indique Florence Schurch, sa secrétaire générale. «Or les entreprises de négoce ne se contentent plus d'«intermédiaire» des transactions: elles intègrent désormais l'ensemble des chaînes de valeur, en amont comme en aval.» Ce qui inclut une transformation industrielle des matières premières (raffinage, métallurgie, agro-industrie), une distribution de produits dérivés, une gestion des chaînes d'approvisionnement et un financement de telles activités.

«La méthodologie officielle sous-estime gravement la contribution réelle du secteur au PIB suisse, ainsi que son rôle dans l'emploi, l'innovation et la stabilité des marchés mondiaux», écrit Suissenégoce, qui parle d'une «image tronquée d'une industrie».

Profits record

Un groupe comme SGS, qui vient de transférer son siège de Genève à Zoug, ne fait par exemple pas partie du lot, alors même qu'il est actif dans l'inspection de matières premières. Le transporteur maritime genevois MSC non plus, même s'il travaille avec tous les grands négociants. La principale

banque de financement du négoce, ING, qui emploie 320 personnes à Genève et Zurich, n'est pas comptée non plus.

La forte volatilité sur les marchés de nombreuses matières premières durant la pandémie et pendant la crise énergétique a permis au secteur de générer des profits record. Mais, depuis, ils se sont tassés. Les sanctions liées à des flux russes ont aussi mis en difficulté des maisons suisses, comme Paramount Energy, 2Rivers et Litasco. Cette dernière appartient au géant russe Lukoil, qui a fait l'objet de sanctions cet automne.

Les négociants génèrent un cinquième de la valeur ajoutée du commerce de gros en Suisse, selon l'OFS. Les entreprises qui se spécialisent dans le pétrole et dans les métaux représentent respectivement 41,5% et 33% de la valeur ajoutée du secteur. Viennent ensuite celles qui se consacrent au négoce de céréales, de tabac, de semences et d'aliments pour le bétail (6,4%), suivies par les commerçants de produits chimiques (5,2%), en café, thé, cacao et épices (1,9%) et dans d'autres produits intermédiaires (1,7%). ■